

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 18/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES**

278 CHAUSSEE FERNAND FOREST  
BP 90440  
59200 Tourcoing

Références : UTTI\_CARBO\_10102024  
Code AIOT : 0007000822

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES implanté 278 chaussée Fernand Forest BP 90440 59200 Tourcoing. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES (UTTI) possède un forage dans la nappe du calcaire carbonifère (nom/n° du captage : Forage 1 / 980134). Pour cette raison, cette inspection est effectuée dans le cadre de l'action carbonifère de la DREAL Hauts de France.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES

- 278 chaussée Fernand Forest BP 90440 59200 Tourcoing
- Code AIOT : 0007000822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

UTTI est une société spécialisée dans la production de fils teints destinés aux textiles du vêtement et de la décoration. Cette société exploite un atelier de teinture sur fils.

Les activités de la société UTTI sont régulièrement autorisées par arrêté préfectoral du 20 janvier 2001 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 30 mai 2012.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2330 (Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles) de la nomenclature des installations classées pour une quantité maximale de fibres traitées de 14 t/jour.

Il est également visé par la directive IED pour ses activités relatives à la rubrique n°3620 : "Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour"

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sobriété hydrique
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a réalisé un point avec l'exploitant sur les éléments suivants :

- BREF TXT :

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) de ce BREF ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 décembre 2022.

Dans ce contexte, conformément aux dispositions de l'article R.515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'adresser à Monsieur le préfet du Nord, dans les 12 mois qui suivent cette publication soit avant le 21 décembre 2023, un dossier de réexamen conforme aux dispositions des articles R.515-72 et R. 515-73 du même code.

L'exploitant n'a pas respecté ce délai.

L'inspection a constaté que le dossier de réexamen et que le rapport de base sont en cours d'élaboration par l'exploitant.

L'exploitant indique que ces documents seront remis dans les plus brefs délais, soit : dossier de réexamen sous 1 mois et rapport de base sous 3 mois à compter du 10/10/2024.

- Campagnes de mesures PFAS :

L'exploitant était a priori visé par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation pour réaliser 3 campagnes de mesures PFAS puis pour renseigner les résultats sous GIDAF .

Cependant l'inspection a constaté que l'exploitant n'a ni de rejets directs ou indirects vers le milieu naturel issus de l'activité industrielle du site ni de rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués.

Par conséquent, l'exploitant n'a pas à réaliser ces campagnes de mesures PFAS.

L'exploitant n'est pas visé par cet arrêté et n'a donc pas à renseigner GIDAF des résultats.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	EAU	Arrêté Préfectoral du 30/05/2012, article 3.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	PREVENTON DES POLLUTIONS ACCIDENTEL LES	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/05/2012, article 1.3.1	Sans objet
3	Conception et exploitation des installations de prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 3.2.1.3	Sans objet
4	Conception et exploitation des installations de prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 3.2.1.4	Sans objet
5	Conception et exploitation des installations de prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 3.3.1 / 3.3.2	Sans objet
7	PREVENTON DES POLLUTIONS ACCIDENTELLE S	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 4.5.1.1	Sans objet
8	PREVENTON DES POLLUTIONS ACCIDENTELLE S	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 4.5.2	Sans objet
9	PREVENTON	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	article 4.5.3	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement a fait l'objet d'une inspection le 10/10/2024 dans le cadre de l'action carbonifère de la DREAL Hauts de France.

L'inspection portait sur les points suivants : origine de l'approvisionnement en eau, consommations d'eau, prévention des pollutions accidentelles des nappes d'eau souterraine et du sol.

Deux points de non-conformité ont été relevés :

1. l'exploitant consomme pour son établissement **plus de 1000 m<sup>3</sup>/an d'eau de ville** et n'est pas conforme à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2012. L'inspection demande à l'exploitant la **fourniture d'un plan d'actions** visant à réduire la consommation d'eau de ville dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport.

2. L'exploitant n'a pas fourni un **schéma daté** des réseaux conformément à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 30/01/2001. L'inspection demande à l'exploitant la **transmission d'un schéma des réseaux daté** dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2012, article 1.3.1		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités autorisées		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
L'exploitant est autorisée à exploiter, sur le site visé à l'article 1.1, les installations suivantes :		
Libellé en clair de l'installation	Rubrique de classement	Classement
Teintures, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles. La quantité de fibres et de tissus susceptible d'être traitée étant : supérieure à 1 t/j Quantité de fibres et de tissus traitée : 14 t/j	2330	A
[..]		
<b>Constats :</b>		

L'exploitant indique traiter moins de 5 t/j de fibres et de tissus.

L'inspection a demandé un extrait du registre de production pour avril 2024. Cet extrait indiquait :

Semaine	Quantité hebdomadaire en t	Quantité journalière en t
14	9.3	jour 1 : 2.8 jour 2 : 4.2 jour 3 : 2.1 2 jours d'arrêt
15	7.3	
16	9.4	
18	10.2	
19	13.4	

L'exploitant souligne une forte baisse de production l'obligeant à mettre en place des jours d'arrêt de production.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : EAU

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/05/2012, article 3.1

**Thème(s) :** Autre, Origine de l'approvisionnement de l'eau

### **Prescription contrôlée :**

L'eau utilisée dans l'établissement provient :

- de l'eau de ville utilisée pour le réseau sprinkler, les douches et le lavement des mains en appoint ;
- de l'eau du forage utilisée pour la production de vapeur et l'appoint en teinture ;
- de la récupération de l'eau de pluie (eaux de toitures des bâtiments) dans une citerne de 1000 m<sup>3</sup>, utilisée pour les sanitaires et l'appoint en teinture.

L'eau extraite du forage est uniquement utilisée pour l'alimentation du site UTTI et des réseaux Sprinkler en cas d'incendie pour les locaux voisins.

Aux points d'eau desservis par le réseau d'eau du forage, la mention « Eau non potable » doit être apposée.

La consommation d'eau annuelle n'excédera pas les valeurs reprises dans le tableau suivant:

<p>Eau de ville / 1000 m<sup>3</sup>/an</p> <p>Eau de forage 55 m<sup>3</sup>/h 30 000 m<sup>3</sup>/an</p> <p>L'exploitant recherche en outre par tout moyen à réduire la consommation d'eau de l'établissement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les sources d'approvisionnement et les utilisations de l'eau sont conformes à cette prescription.</p> <p>La citerne d'eaux pluviales est enterrée entre les zones "Teinturerie" et "Bobinage-Stockage".</p> <p>L'inspection constate qu'un bassin jouxte le bâtiment abritant le forage : une partie de l'eau pompée (les 30 premières secondes après le démarrage des pompes correspondantes à l'eau stagnante dans la canalisation donc inutilisée pour la production) est recueillie dans ce bassin et est à destination du réseau sprinkler de la société UTTI et des locaux voisins.</p> <p>L'inspection constate, sur le relevé fourni par l'exploitant, que la consommation d'eau de ville a dépassé la valeur limite de 1000 m<sup>3</sup> en 2022 et 2023 : respectivement 1354 et 1136 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'inspection constate, sur le relevé fourni par l'exploitant, que les valeurs limites de consommations sont respectées pour l'eau de forage en 2023 et 2024.</p> <p>L'exploitant consomme pour son établissement plus de 1000 m<sup>3</sup>/an d'eau de ville et n'est pas conforme à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2012.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la fourniture d'un plan d'actions visant à réduire la consommation d'eau de ville dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Conception et exploitation des installations de prélèvements d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 3.2.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Protection de la nappe</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords, de façon à rendre impossible toute intercommunication entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.</p> <p>L'accès du forage est protégé par une clôture.</p> <p>Les eaux de ruissellement doivent être canalisées pour ne pas contaminer le captage.</p>

<p>Les eaux contaminées générées par la lutte contre les incendies ne doivent pas pouvoir rejoindre les forages.</p> <p>Le forage doit être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout dispositif équivalent.</p> <p>Des mesures complémentaires pourront être prescrites à toute époque, en tant que de besoin, afin d'assurer la conservation des nappes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le forage est situé dans le parc d'entreprise dans un bâtiment couvert fermé à clé.</p> <p>Le forage est protégé par un muret de parpaing (hauteur environ 20 cm) afin d'éviter toute contamination par ruissellement.</p> <p>L'exploitant indique que le forage est équipé d'un clapet anti-retour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Conception et exploitation des installations de prélèvements d'eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 3.2.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Relevés et contrôles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les forages doivent être munis d'un dispositif de mesure totalisateur installé sur la conduite de refoulement en amont de tout piquage et plombé par les soins de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.</p> <p>Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journallement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le forage est équipé d'un dispositif de mesure totalisateur installé en amont de tout piquage. L'inspection n'a pas pu vérifier la présence d'un plombage de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.</p> <p>L'inspection a constaté que le relevé des volumes est accessible via une application développée par ILEO. Les volumes journaliers sont indiqués.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Conception et exploitation des installations de prélèvements d'eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 3.3.1 / 3.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Relevé des prélèvements d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvements d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p>



<p>Le relevé des volumes prélevés sur le réseau d'eau public doit être effectué hebdomadairement.</p> <p>Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>L'inspection constate que sur l'extrait demandé du registre pour 2024 les relevés sont réalisés hebdomadairement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : PREVENTON DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'Exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un schéma des réseaux d'eau sur le site. Les différents réseaux présents apparaissent : collecteur effluent vers l'évaporateur et eaux pluviales.</p> <p>Le schéma est non daté.</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni un schéma daté conformément à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 30/01/2001.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission d'un schéma des réseaux dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : PREVENTON DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 4.5.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des stockages – Volume</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être</p>

<p>associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50% de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• Dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 l (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les stockages de liquides susceptibles de polluer les eaux ou les sols sont situés dans les locaux dédiés à la teinture et à l'évaporateur.</p> <p>Les stockages sont bien dotés de rétention et le sol joue également le rôle de rétention : le sol est étanche et les éventuels liquides se déversant accidentellement sont recueillis par un système de caniveaux et de canalisations vers le traitement par l'évaporateur. Les capacités sont vérifiées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 4.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des aires de chargement et de déchargement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes contenant des produits liquides ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des rétentions d'un volume suffisant qui devront être vidées dès qu'elles auront été utilisées. Leur vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de leur contenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que le quai de l'établissement est étanche et disposé en pente. Les fuites éventuelles sont recueillies vers des grilles vers l'évaporateur afin d'être stockées et traitées.</p> <p>Les aires d'exploitation disposant de produits liquides sont étanches et équipées d'un sol jouant le rôle de rétention : récupération des liquides déversés par un système de caniveau et grilles puis traitement par l'évaporateur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 4.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des aires et locaux de travail</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou pour l'Environnement doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Les eaux recueillies sont traitées conformément aux dispositions prévues au présent titre ou comme des déchets conformément aux dispositions du titre V.

**Constats :**

L'inspection constate que les produits dangereux sont disposés par zone de stockage dans la partie teinturerie.

Ces produits bénéficient des mêmes dispositifs de prévention que ceux décrits dans le constat n°7 (sol étanche, rétention au niveau du sol).

L'inspection constate également que le niveau du sol de la partie teinturerie est situé une dizaine de centimètres sous le niveau des pièces adjacentes.

**Type de suites proposées :** Sans suite